ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, le 8 avril 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'octroi et le taux de subsides pour les plantations, l'équipement, l'aménagement et le réaménagement de terrains en vue de la conservation ou la création d'espaces verts publics", a donné le 7 décembre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 8e april 1982 door de Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en het percentage van de toelagen voor beplantingen, voorzieningen, inrichting en herinrichting van gronden met het oog op het behoud of de aanleg van openbare groene ruimten", heeft de 7e december 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Dans un souci d'uniformité de terminologie, il convient d'écrire "subvention" là où le projet emploie le mot "subside".

2. Le dispositif doit être divisé en chapitres et non en sections.

3. Il serait plus logique de placer les dispositions relatives à la procédure d'octroi des subventions après celles qui déterminent la nature des travaux subventionnés et le montant des subventions. En conséquence, les articles 3 à 5 du projet devraient être placés après les dispositions ayant cet objet, soit après l'article 10 du projet.

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "coordonnée" au lieu de "coordonnées". L'alinéa doit, en outre, être complété par les mots ",notamment l'article 2".

Les alinéas 3 et 4 doivent être omis.

Il y a lieu de viser l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues, étant donné que le texte du projet y déroge implicitement.

.../...

Il convient également de viser l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie, ainsi que l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale différenciée se justifie.

L'alinéa 6 doit être omis et sa teneur doit être reprise dans la formule de proposition.

L'alinéa 7 pourrait être rédigé plus simplement dans la forme suggérée ci-après.

Il y a lieu également de viser l'avis du Conseil d'Etat.

Tenant compte de ces observations, il est proposé de rédiger le préambule comme suit :

"Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu la loi créant les institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières concernant l'organisation des pouvoirs subordonnés où une politique régionale différenciée se justifie;

.../...

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme où une politique régionale différenciée se justifie;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise, donné le ...;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise et de l'avis des membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui en ont délibéré,".

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

A la suite de la lettre du Secrétaire d'Etat, adressée au Conseil d'Etat le 13 août 1982, les points a et c du 2° de l'article 1er ont été supprimés.

L'arrêté en projet doit entraîner l'abrogation de l'article 2, § 1er, 1°, d), de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 précité, qui s'applique également aux fabriques d'églises et aux séminaires diocésains. Il appartiendra au Ministre d'examiner si ceux-ci ne doivent pas être ajoutés à l'énumération qui figure à l'article 1er, 2°, b, du projet.

Les articles 1er et 2 pourraient être fusionnés en un seul article rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions, ci-après dénommé "le Ministre", peut octroyer des subventions aux autorités visées à l'alinéa 2 pour l'exécution, par ces autorités, de travaux énumérés à l'article (2) sur des biens, situés dans la Région bruxelloise, qui leur appartiennent ou dont elles ont la jouissance pour une durée d'au moins vingt-sept ans.

Peuvent bénéficier des subventions visées à l'alinéa 1er :

- la province de Brabant;
- les communes;
- les associations de communes;
- l'Agglomération bruxelloise;
- les centres publics d'aide sociale;
- la Société nationale du logement et les sociétés agréées par elle".

Article 3 (devenant l'article 8).

Le Roi ne peut déléguer au Ministre des pouvoirs réglementaires que s'ils portent sur des points de détail qui permettent à celui-ci de prendre des mesures destinées à compléter celles que le Roi a arrêtées.

Tel n'est pas le cas des pouvoirs énumérés sous l'article 3, à l'exception de ceux qui ont trait à la forme du projet définitif d'investissement.

.../...

Article 4 (devenant l'article 9).

La seule portée normative des alinéas 1er et 2 de l'article est de soumettre à l'accord du Ministre un projet d'investissement en vue d'obtenir la promesse de subvention.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9 (article 4 du projet).

Le demandeur soumet au Ministre le projet complet d'investissement, en indiquant le mode choisi pour la passation du marché.

La promesse de subvention est notifiée au demandeur".

Article 5 (devenant l'article 10).

L'article préjuge le mode de passation du marché en prévoyant le recours à l'adjudication. Il est ainsi en contradiction avec l'article 4 du projet qui n'exclut pas d'autres modes de passation de marché ou d'exécution des travaux. Le texte devrait être complété par des dispositions relatives à ces autres modes de passation du marché ou d'exécution des travaux.

+

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y aurait lieu de préciser l'acte juridique consistant à "procéder à la mise en adjudication", qui doit être accompli dans le délai de cent vingt jours.

+

Sous réserve de ces observations, le texte suivant est proposé :

"Article 10 (article 5 du projet).

§ 1er. Sous peine de caducité de la promesse, le demandeur doit ... dans les cent vingt jours de la notification de cette promesse. Le délai peut être prorogé de nonante jours.

Dans les trente jours de l'ouverture des soumissions, le dossier d'adjudication et la décision d'attribution du marché sont communiqués au Ministre.

§ 2. Le Ministre statue dans les nonante jours de la réception du dossier. Si le Ministre ne s'est pas prononcé dans ce délai, la subvention est réputée accordée.

§ 3. L'octroi de la subvention est notifiée au demandeur. Sous peine de déchéance, le bénéficiaire de la subvention doit notifier à l'adjudicataire l'approbation de sa soumission dans le délai prévu au cahier spécial des charges".

Article 6 (devenant l'article 2).

La division de l'article en "a" et "b" devrait être remplacée par une division en "§ 1er" et "§ 2".

+

La phrase liminaire du a, devenant le paragraphe 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"§ 1er. Le taux de la subvention est fixé à 65 pour cent de la dépense pour les travaux indiqués ci-après".

+

.../...

La phrase qui figure à la fin du a, 1°, doit être omise, le pouvoir de définir les espaces verts publics ne pouvant être délégué au Ministre.

+

La rédaction suivante est proposée pour le 2° et le 3° du a :

"2° construction, transformation de bâtiments ou de parties de bâtiments nécessaires à la surveillance, à l'entretien et à l'équipement sanitaire de l'espace vert;

3° entretien pendant la durée du délai de garantie".

+

La phrase liminaire du b, devenant le paragraphe 2, serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Le taux de la subvention est fixé à 100 pour cent de la dépense".

+

Au 1° du b, le mot "public" doit être omis.

La disposition que porte le 1° a pour effet de privilégier les travaux présentant un intérêt esthétique pour les installations et ouvrages de l'Etat, dans la répartition de crédits attribués à la Région.

+

A défaut d'une définition de la notion d'espace vert public d'intérêt régional, le 3° attribue implicitement au Ministre un large pouvoir d'appréciation. Il serait, dès lors, préférable de rédiger cette disposition de la manière suivante :

"3° pour des espaces verts publics dont le Ministre reconnaît l'intérêt régional".

Article 7 (devenant l'article 3).

Il y aurait lieu de préciser si la taxe sur la valeur ajoutée doit ou non être comprise dans le montant de l'offre.

Sous cette réserve, le texte suivant est proposé :

"Article 3 (article 7 du projet).

§ 1er. La subvention est calculée sur base du montant de l'offre approuvée majorée des révisions contractuelles. Les décomptes en plus, les frais d'études, les frais généraux et autres ne sont pas pris en considération. Les décomptes en moins et les travaux non exécutés sont déduits du montant de la dépense à subventionner.

Pour les travaux exécutés en régie, la subvention est calculée sur base de la dépense réelle justifiée par des pièces comptables.

§ 2. Sont déduites pour l'établissement du montant total de la dépense à subventionner, les interventions quelconques, volontaires ou obligatoires de particuliers ou de personnes de droit public autres que le maître de l'ouvrage ... (la suite comme au projet) ...".

.../...

Le paragraphe 2 de l'article devrait faire l'objet d'un article distinct (article 4).

Article 8 (devenant l'article 5).

L'intitulé doit être omis.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5 (article 8 du projet).

Le taux de la subvention fixé à l'article (2), § 1er, peut être majoré, sur demande motivée de la personne de droit public qui sollicite la subvention, lorsque ses ressources financières ne lui permettent pas d'assurer la charge des travaux en projet et lorsque ceux-ci présentent un caractère suffisant d'intérêt général.

La demande de majoration de la subvention doit être introduite en même temps que le projet d'investissement.

La majoration de la subvention ne peut être accordée par le Ministre qu'après délibération de l'Exécutif de la Région bruxelloise".

Article 10 (devenant l'article 7).

En ce qui concerne le paragraphe 1er, il y a un manque de concordance entre le texte français et le texte néerlandais. Selon le texte néerlandais l'octroi de la subvention est subordonné à l'engagement à prendre par les bénéficiaires. Le texte français ne parle que de "l'obligation ... d'entretien". Or, pareille obligation n'est pas vraiment une condition d'octroi de

.../...

la subvention. Compte tenu, par ailleurs, des explications données par les délégués du Ministre, la rédaction suivante est proposée :

"§ 1er. L'octroi de la subvention est subordonné à l'engagement pris par les bénéficiaires d'assurer l'entretien et la gestion de l'espace vert public".

En ce qui concerne le paragraphe 2, il ne semble pas que l'approbation prévue doive s'analyser comme une forme de tutelle administrative au sens strict. Toute forme de tutelle administrative devrait être établie non par un arrêté royal, mais par une loi. En outre, un service administratif ne pourrait se trouver investi d'une telle mission. Il ne peut s'agir que d'une mission de surveillance qui n'est pas étrangère aux attributions du Service du plan vert telles qu'elles sont déterminées notamment à l'article 2, 4°, de l'arrêté royal du 28 octobre 1960.

En conséquence, il y a lieu d'omettre les mots "pour approbation" dans la troisième phrase du paragraphe 2.

Article 11.

L'article reproduit le texte de l'article 5 de l'arrêté royal du 9 avril 1976 déterminant, pour la Région bruxelloise, les conditions d'octroi et les taux de subsides pour l'acquisition de terrains en vue de la conservation, de la création ou de l'aménagement d'espaces verts publics, arrêté qui n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

La légalité de ce texte ne peut être admise. Il institue, en effet, une tutelle de substitution d'action qui ne pourrait être établie que par une loi.

Cet article doit être omis.

.../...

Article 12.

Une disposition analogue figure sous l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 1976 précité. Cette disposition n'est cependant pas compatible avec l'article 3 de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, qui règle les modalités du remboursement des subventions.

L'article doit donc être omis.

+

Il convient d'insérer dans le projet la disposition suivante :

"Article 11 (nouveau).

L'article 2, § 1er, 1°, d, de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders ou de wateringues, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1960, n'est plus applicable à la Région bruxelloise".

Article 13 (devenant l'article 12).

Il faut écrire "publication" au lieu de "parution".

+

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au délai normal d'entrée en vigueur des arrêtés.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Met het oog op een eenvormige terminologie behoort men in de Franse tekst "subvention" te schrijven waar in het ontwerp het woord "subside" gebruikt wordt.

2. Het bepalend gedeelte dient in hoofdstukken, niet in afdelingen te worden ingedeeld.

3. Het zou logischer zijn dat de bepalingen omtrent de procedure voor toekenning van de toelagen worden opgenomen na die welke de aard van de gesubsidieerde werkzaamheden en het bedrag van de toelagen vaststellen. Dienovereenkomstig zouden de artikelen 3 tot 5 van het ontwerp moeten komen na de bepalingen die dit laatste ten doel hebben, bepaaldelijk na artikel 10 van het ontwerp.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

In het tweede lid schrijve men in de Franse tekst "coordonnée" in plaats van "coordonnées". Het lid moet bovendien worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op artikel 2"

Het derde en het vierde lid behoren te vervallen.

Het is noodzakelijk te verwijzen naar het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen; de tekst van het ontwerp wijkt er immers stilzwijgen van af.

.../...

Het past eveneens te verwijzen naar het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, alsmede naar het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van ruimtelijke ordening en stedebouw, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is.

Het zesde lid behoort te vervallen en de inhoud ervan moet in het voordrachtformulier worden verwerkt.

Het zevende lid zou eenvoudiger zijn indien het werd geredigeerd zoals verderop wordt gesuggereerd :

Er dient eveneens naar het advies van de Raad van State te worden verwezen.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de aanhef als volgt te formuleren :

"Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van ruimtelijke ordening en stedebouw, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest en op het advies van de in Raad vergaderde leden van de Executieve van het Brusselse Gewest,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

De punten a en c onder 2° van artikel 1 zijn vervallen ten gevolge van de brief die de Staatssecretaris op 13 augustus 1982 aan de Raad van State heeft gezonden.

Het ontworpen besluit zal de opheffing tot gevolg hebben van artikel 2, § 1, 1°, d), van het voormelde besluit van de Regent van 2 juli 1949, hetwelk ook op de kerkfabrieken en de diocesane seminaries van toepassing is. De Minister zal dienen na te gaan of deze niet moeten worden toegevoegd aan de opsomming in artikel 1, 2°, b, van het ontwerp.

.../...

De artikelen 1 en 2 zouden kunnen worden samengevoegd tot een enkel artikel dat als volgt kan worden gesteld :

"Artikel 1.-

Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de Minister of de Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening behoort, hierna "de Minister" genoemd, aan de in het tweede lid genoemde overheden toelagen verlenen voor de uitvoering, door die overheden, van in artikel (2) opgesomde werkzaamheden op in het Brusselse Gewest gelegen goederen die hun toebehoren of waarvan zij voor ten minste zevenentwintig jaar het genot hebben.

Voor de in het eerste lid bedoelde toelagen komen in aanmerking :

- de provincie Brabant;
- de gemeenten;
- de verenigingen van gemeenten;
- de Brusselse agglomeratie;
- de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de door haar erkende maatschappijen".

Artikel 3 (dat artikel 8 wordt).

De Koning kan aan de Minister alleen dan verordeningsbevoegdheid overdragen als die betrekking heeft op detailaangelegenheden waaromtrent de Minister dan maatregelen kan nemen ter aanvulling van die welke de Koning heeft vastgesteld.

.../...

Dat is niet het geval voor de in artikel 3 opgesomde bevoegdheden, behoudens voor die welke betrekking hebben op de vorm van het definitieve investeringsontwerp.

Artikel 4 (dat artikel 9 wordt).

De enige normatieve strekking van het eerste en het tweede lid van het artikel bestaat erin dat een investeringsontwerp aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd met het oog op het verkrijgen van een toezegging van subsidiëring.

De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9 (artikel 4 van het ontwerp).-

De aanvrager legt het volledige investeringsontwerp aan de Minister voor met vermelding van de wijze die voor het gunnen van de opdracht is gekozen.

De toezegging van subsidiëring wordt ter kennis gebracht van de aanvrager".

Artikel 5 (dat artikel 10 wordt).

Het artikel loopt op de wijze van gunning van de opdracht vooruit waar het bepaalt dat tot de aanbesteding moet worden overgegaan. Zodoende is het in tegenspraak met artikel 4 van het ontwerp dat andere wijzen van gunning van de opdracht of van uitvoering van de werkzaamheden niet uitsluit. De tekst zou aangevuld moeten worden met bepalingen omtrent die andere wijzen van gunning van de opdracht of van uitvoering van de werkzaamheden

+

.../...

In paragraaf 1, eerste lid, behoeft de rechtshandeling die erin bestaat "over (te) gaan tot de aanbesteding", welke handeling binnen honderd twintig dagen verricht moet worden, nadere omschrijving.

+

Onder voorbehoud van die opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 10 (artikel 5 van het ontwerp).

"§ 1. De aanvrager moet, op straffe van verval van de toezegging, binnen honder twintig dagen na de kennisgeving van die toezegging, ... De termijn kan met negentig dagen worden verlengd.

Binnen dertig dagen na de opening van de inschrijvingen worden het aanbestedingsdossier en de beslissing tot gunning van de opdracht aan de Minister gezonden.

"§ 2. De Minister beslist binnen negentig dagen na ontvangst van het dossier. Indien de Minister binnen die termijn geen beslissing heeft genomen, wordt de toelage geacht te zijn toegekend.

" § 3. De toekenning van de toelage wordt ter kennis van de aanvrager gebracht. De begunstigde van de toelage dient, op straffe van verval, binnen de in het bestek voorgeschreven termijn, de aannemer ter kennis te brengen dat diens inschrijving is goedgekeurd".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 2 wordt).

De indeling van het artikel in "a" en "b" zou vervangen moeten worden door een indeling in "§ 1" en "§ 2".

+

De volzin waarmee a, die paragraaf 1 wordt, ingeleid wordt, zou beter als volgt geredigeerd worden :

"§ 1. Het subsidiëringspercentage wordt voor de hierna vermelde werkzaamheden, vastgesteld op 65 percent van de uitgave".

+

De volzin op het einde van a, 1°, behoort te vervallen daar de bevoegdheid om de openbare groene ruimten te omschrijven niet aan de Minister mag worden overgedragen.

+

De volgende formulering wordt voorgesteld voor 2° en 3° van a :

"2° het bouwen of verbouwen van gebouwen of van delen van gebouwen die noodzakelijk zijn voor de bewaking, het onderhoud en de sanitaire voorzieningen van de groene ruimte;

3° het onderhoud tijdens de duur van de waarborgtermijn".

+

De volzin waarmee b, die paragraaf 2 wordt, ingeleid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. Het subsidiëringspercentage wordt vastgesteld op 100 percent van de uitgave".

+

In b), 1°, moet het woord "openbaar" vervallen en behoort na het woord "uitgevoerd" het woord "en" te worden ingevoegd.

De bepaling onder 1° heeft tot gevolg dat de werkzaamheden die een esthetisch belang voor de installaties en de bouwwerken van de Staat vertonen, bevoorrecht worden bij de verdeling van de kredieten die aan het Gewest worden toegewezen.

+

Daar het begrip "openbare groene ruimte van regionaal belang" niet gedefinieerd is, kent de tekst onder 3° aan de Minister impliciet een ruime beoordelingsbevoegdheid toe. Het zou daarom verkieslijk zijn die bepaling als volgt te stellen :

"3° voor openbare groene ruimten waarvan het gewestelijk belang door de Minister wordt erkend".

Artikel 7 (dat artikel 3 wordt).

Er zou nader bepaald moeten worden of de belasting over de toegevoegde waarde al dan niet in het bedrag van de offerte moet zijn begrepen.

.../...

Onder dat voorbehoud wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3 (artikel 7 van het ontwerp).

§ 1. De toelage wordt berekend op basis van het bedrag van de goedgekeurde offerte ..., vermeerderd met de prijs van de contractuele herzieningen. De meerverrekeningen, de studiekosten, de algemene en de andere kosten blijven buiten beschouwing. De minderverrekeningen en de niet uitgevoerde werkzaamheden worden op het bedrag van de te subsidiëren uitgave gekort.

Voor de in eigen beheer uitgevoerde werkzaamheden wordt de toelage berekend op basis van de reële, met boekhoudkundige stukken gestaafde uitgave.

§ 2. Voor het vaststellen van het totale bedrag van de te subsidiëren uitgave worden afgetrokken : de vrijwillige of verplichte bijdragen van welke aard ook, van particulieren of van andere publiekrechtelijke personen dan de opdrachtgever, met uitzondering van de eventuele opbrengst van de verhaalbelastingen en van de participaties van de provincies en van internationale instellingen".

Paragraaf 2 van het artikel zou een afzonderlijk artikel moeten vormen (artikel 4).

Artikel 8 (dat artikel 5 wordt).

Het opschrift behoort achterwege te blijven.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

.../...

"Artikel 5 (artikel 8 van het ontwerp).

Het in artikel (2), § 1, vastgestelde subsidiëringspercentage kan, na een met redenen omkleed verzoek van de publiekrechtelijke persoon die de toelage aanvraagt, worden verhoogd wanneer de financiële middelen van die persoon hem niet in staat stellen de kosten van de geplande werkzaamheden op zich te nemen en deze genoegzaam van algemeen belang zijn.

Het verzoek om verhoging van de toelage dient tegelijk met het investeringsontwerp te worden ingediend.

De Minister kan de verhoging van de toelage slechts toestaan nadat de Executieve van het Brusselse Gewest dienaangaande beraadslaagd en beslist heeft".

Artikel 10 (dat artikel 7 wordt).

Wat paragraaf 1 betreft, moge worden opgemerkt dat er een discrepantie bestaat tussen de Franse tekst en de Nederlandse. Volgens de Nederlandse tekst wordt de toekenning van de toelage afhankelijk gemaakt van een "verbintenis" die door de begunstigden moet worden aangegaan. In de Franse tekst is alleen sprake van "l'obligation ... d'entretien". Een zodanige "obligation" is niet echt een vereiste voor toekenning van de toelage. Mede met inachtneming van de uitleg die door de gemachtigden van de Minister is verstrekt, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 1. Opdat de toelage kan worden toegekend, moeten de begunstigden de verbintenis aangaan de openbare groene ruimte te onderhouden en te beheren".

.../...

Ten aanzien van paragraaf 2 zij opgemerkt dat de voorgeschreven goedkeuring blijkbaar niet opgevat moet worden als een vorm van administratief toezicht in engere zin. Iedere vorm van administratief toezicht zou bij een wet en niet bij een koninklijk besluit ingesteld moeten worden. Bovendien zou een administratieve dienst niet met een zodanige opdracht kunnen worden belast. Het kan hier alleen gaan om gewoon toezicht, hetwelk niet buiten de bevoegdheden van de Dienst van het groenplan valt, zoals deze onder meer in artikel 2, 4°, van het koninklijk besluit van 28 oktober 1960 zijn omschreven.

Bijgevolg behoren in de derde volzin van paragraaf 2 de woorden "ter goedkeuring" te vervallen.

Artikel 11.

Het artikel neemt de tekst over van artikel 5 van het koninklijk besluit van 9 april 1976 voor het Brusselse gewest houdende de toekenningsvoorwaarden en het procentuele bedrag van de toelagen voor de verwerving van gronden met het oog op hun behoud, hun aanleg of hun geschiktmaking als openbare groene ruimten, welk besluit niet voor advies aan de Raad van State is voorgelegd.

Die tekst kan niet wettig worden geacht. Hij voorziet immers in een toezicht met vervangend optreden welk toezicht alleen bij een wet geregeld kan worden.

Het artikel moet vervallen.

.../...

Artikel 12.

Artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1976 bevat een soortgelijke bepaling. Die bepaling is echter niet verenigbaar met artikel 3 van het koninklijk besluit nr 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, dat de wijze van terugbetaling van de toelagen regelt.

Het artikel moet dus vervallen.

+

De volgende bepaling zou in het ontwerp ingevoegd moeten worden :

"Artikel 11 (nieuw)·

Artikel 2, § 1, 1°, d, van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1960, is niet meer van toepassing op het Brusselse Gewest".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

Men moet schrijven : "wordt bekendgemaakt" in plaats van "is bekendgemaakt".

+

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de normale termijn van inwerkingtreding van de besluiten.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, conseiller d'Etat, président,
P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN,
P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX,

Madame : R. DEROY, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.